

*Le budget—M. Darling*

Ce qui est dommage, c'est que cette augmentation sera versée uniquement aux citoyens du troisième âge qui vivent seuls. Il y a probablement des couples qui ont du mal à joindre les deux bouts avec leur revenu actuel, à cause du montant élevé des loyers et, dans le cas des propriétaires, de la facture de mazout qu'ils auront dû acquitter pendant l'hiver rigoureux que nous venons de connaître. Par conséquent, s'il est vrai que cette mesure est intéressante pour certains, il n'en reste pas moins qu'elle ne touchera malheureusement pas un grand nombre de personnes âgées qui en auraient bien besoin.

Je me réjouis également qu'on ait annoncé que les retraités économiquement faibles, dont beaucoup sont des immigrants, qui touchent une partie de la pension de la vieillesse, auront droit à l'augmentation du supplément de revenu garanti. Ils auront ainsi désormais le même revenu minimum garanti pendant leur retraite que les autres Canadiens.

Parmi les mesures positives, il faut également citer la façon dont le gouvernement aide les petites entreprises en simplifiant les dispositions fiscales. La formule de déclaration de l'impôt des sociétés sera moins longue et plus simple, le nombre de situations spéciales prévues dans les lois fiscales touchant les petites entreprises ayant diminué. Les petites entreprises en expansion auront davantage de moyens de diminuer leurs impôts, et elles réaliseront des économies substantielles dans les frais d'administration et de consultation. Naturellement, un bon nombre d'entre nous qui sont eux-mêmes chefs d'une petite entreprise applaudissent à deux mains en se demandant pourquoi il a fallu si longtemps au gouvernement pour améliorer la situation.

Comme le ministre des Travaux publics l'a souligné lui-même, le programme de protection des taux hypothécaires est une très bonne idée. Il a expliqué ce qu'il en coûterait pour une hypothèque après un terme de cinq ans ou de dix ans. Sauf erreur, il a dit qu'il en coûterait environ \$11 par mois pour assurer une hypothèque de \$70,000. Après les graves problèmes d'il y a quelques années, je suppose que la plupart des gens estimeront qu'il vaut la peine de dépenser \$11 de plus par mois pour protéger leur maison. Certes, ils devront payer les deux premiers points d'augmentation du taux hypothécaire, mais j'espère que la plupart d'entre eux pourront absorber cette augmentation.

Toujours sur une note positive, je dois dire deux mots de ce qu'on a décidé de faire pour les agriculteurs. Ces derniers sont probablement parmi les Canadiens qui travaillent le plus sans recevoir d'avantages. J'ai déjà dit, mais je le répète, que les agriculteurs achètent tout au détail et vendent leurs produits au prix de gros. On dit que tous les agriculteurs vivent pauvrement et meurent riches s'ils possèdent une grande exploitation agricole. Or, si un agriculteur vendait sa ferme, bien sûr, en vertu de l'ancienne loi, le ministère du Revenu national s'emparerait d'une part considérable de la somme réalisée. On a remédié à cela en permettant aux agriculteurs de verser jusqu'à \$120,000 à un REER, et grand bien leur fasse! Le gouvernement se réveille enfin et allège le fardeau de l'agriculteur qui va transmettre son exploitation à la deuxième génération, à son fils ou à sa fille.

J'accorde au gouvernement tout le mérite qui lui revient pour avoir pris ces bonnes mesures, ce qui est peut-être inhabituel de la part d'un député de ce côté-ci de la Chambre. Toutefois, il était grand temps que le gouvernement agisse. La taxe

de vente fédérale va demeurer au niveau du fabricant, où elle aurait toujours dû demeurer. Quels que soient les idiots qui ont forcé la main du ministre des Finances pour qu'il la change, j'espère qu'on les a envoyés paître à l'heure qu'il est. On vient de corriger une erreur flagrante. La plupart d'entre nous savent que la taxe sur les voitures japonaises et européennes était inférieure de \$200 à celle frappant les voitures fabriquées au Canada. C'était tout ce qu'il y avait de plus idiot. Sauf erreur, cette question a été réglée, de sorte que les voitures fabriquées au Canada pourront rivaliser, du moins sur le plan des taxes, avec les voitures européennes.

On a dit du budget qu'il n'était ni stimulant ni susceptible de créer des emplois. Il s'agit manifestement d'un budget politique et même, à mon sens, électoral. Au dire du ministre lui-même, je crois, aucun autre budget n'est prévu pour le moment. Pour ma part, j'estime que malgré le caractère politique de ce budget, les élections ne vont pas être déclenchées au cours des deux ou trois mois à venir. Il n'y a guère de mesures dans le budget à l'étude visant à faire face au problème essentiel qui touche les Canadiens, à savoir le chômage, ce qui est déplorable, monsieur le Président. Il renferme certains aspects positifs, mais aucune mesure sérieuse et durable n'y est prévue dans le domaine de l'emploi. Le ministre a fait tout un plat autour des 150 millions de dollars qui seront affectés à la création d'emplois pour les jeunes, ce qui peut paraître une somme importante. Cependant, en matière d'emplois, cette somme ne permettra d'en créer que pour environ 10,000 jeunes—et lorsque je dis «jeunes», je veux dire de moins de 25 ans—et que deviendront les 400,000 autres jeunes chômeurs ou plus? Ils continuent à attendre et à chercher du travail. Il faut faire quelque chose pour aider tous nos chômeurs, mais surtout les jeunes. Après quatre ans de promesses économiques libérales, le ministre des Finances nous dit dans son budget qu'il va s'employer à renforcer et à faire croître notre économie, laquelle produira des emplois durables et intéressants pour tous les Canadiens qui veulent travailler et offrira les possibilités économiques et la sécurité qu'ils recherchent tous. Voilà de bien belles promesses, monsieur le Président, mais le ministre des Finances a-t-il donc oublié que les Canadiens disent la même chose depuis un certain nombre d'années? Comment pouvons-nous le croire maintenant? Sachez que la plupart des Canadiens ne le croient pas et qu'ils n'oublieront pas, lors des prochaines élections.

La récession de 1981-1982 a été la pire depuis celle des années 30. Le taux réel du PNB a diminué de 6.5 p. 100 entre le deuxième trimestre de 1981 et le dernier de 1982. Selon le rapport de 1984 du Conference Board, l'économie canadienne se dirige vers une année désastreuse, peut-être une autre récession, en 1985. Ce sont indubitablement de bien sombres prédictions. Les usines canadiennes fonctionnent à seulement 71 p. 100 de leur capacité. Un travailleur sur neuf, soit presque un million et demi de personnes, est officiellement sans travail. Ces conditions ne sont guère propices à relever la dignité, à accroître les possibilités et à assurer la sécurité, monsieur le Président. Le budget prévoit que le nombre de chômeurs dépassera 1.1 million au moins jusqu'en 1988. C'est dans quatre ans d'ici. Il est inquiétant de penser que même si les prévisions annoncent une reprise de l'économie, le gouvernement,